

Initiatives ministérielles

soustrait à cette dette de 3 200 \$ et à l'obligation prévue et dit à l'autre: «J'ai décidé que je n'avais pas les moyens d'honorer ma dette et je vais vous laisser assumer la perte.» Ce n'est pas très difficile à comprendre. La plupart des Canadiens verront que le gouvernement manque à sa parole et est de mauvaise foi compte tenu de la loi. Il met les Canadiens à rançon en se déchargeant de ses responsabilités sur les provinces.

En terminant, quand le gouvernement déclenchera des élections, chacun des députés ministériels voudra pouvoir regarder les Canadiens en face et leur dire: «J'ai tenu mes promesses et j'ai respecté mes engagements envers vous.» Je suggérerais aux députés d'en face de dire au gouvernement ce qu'il doit faire pour qu'ils puissent regarder les Canadiens dans les yeux et leur dire qu'ils ont tenu leurs promesses envers eux.

M. Thompson: J'invoque le Règlement, monsieur le Président. Je veux simplement que l'on comprenne bien que durant le débat d'aujourd'hui, nous avons entendu des extrapolations ou des projections touchant ce qui aurait pu être. Toute l'intervention de la députée se fondait sur ce qui aurait pu être si nous vivions dans un monde parfait.

Voilà ce que je voulais faire comprendre. Il s'agit uniquement d'extrapolations touchant des chiffres qui auraient pu. . .

Le président suppléant (M. DeBlois): Ce n'est pas un rappel au Règlement. C'est une question d'opinion.

Le député d'Essex—Windsor demande la parole à propos du même rappel au Règlement.

M. Langdon: Comme ma collègue l'a fait remarquer, les paiements de péréquation à des provinces comme le Nouveau-Brunswick ont réellement diminué en passant de 8,1 à 7,9 milliards de dollars. Il ne s'agit pas d'extrapolations, mais de véritables réductions.

M. Cid Samson (Timmins—Chapleau): Monsieur le Président, j'interviens dans ce débat afin de présenter le point de vue d'un député ontarien. Je ne veux pas entendre les députés d'en face me siffler simplement parce que je suis néo-démocrate et que les Ontariens ont élu un gouvernement néo-démocrate.

Je tenterai d'offrir une perspective fondée sur la réalité, sur le fait que le gouvernement fédéral est en train de transférer ses responsabilités en réduisant les paiements

de transfert. Peu m'importe l'allégeance politique du gouvernement ontarien. Par pure coïncidence, il se trouve que nous sommes tous deux néo-démocrates.

Nous parlons ici des provinces bien nanties, des provinces démunies et des mesures prises par le gouvernement fédéral.

On a souvent dit aujourd'hui que les recettes fiscales provenaient d'un seul endroit, les poches des contribuables. Cela vaut tant pour les recettes du gouvernement fédéral que pour celles des provinces et des municipalités, de même que les commissions scolaires. En réalité, comme le soulignait un député conservateur, c'est toujours le contribuable qui paie, et il a absolument raison. C'est toujours le contribuable.

Le problème, c'est que le gouvernement fédéral continue à augmenter l'impôt sur le revenu des particuliers. . .

M. Hockin: Nous l'avons baissé.

M. Samson: Allez dire cela au contribuable.

Une voix: Consultez le budget. Nous l'avons baissé.

M. Samson: Les voilà qui s'énervent. Ça ne prend pas grand-chose pour les énerver.

Où va l'argent des contribuables, voilà la question. Quand le gouvernement fédéral décide de transférer ses responsabilités aux provinces sans toutefois leur remettre l'argent nécessaire pour fonctionner, c'est comme si je disais à mon épouse: «C'est moi qui gagne le revenu, mais c'est à toi de payer les factures.» Voilà dans quelle situation nous nous retrouvons aujourd'hui.

Lorsque nous voyons le gouvernement limiter la croissance des paiements au titre du Régime d'assistance publique du Canada, lorsqu'il permet aux immigrants de venir au Canada—je reconnais que le Canada a besoin d'immigrants—et qu'il charge les provinces d'instruire, de loger et de nourrir ces immigrants sans leur transférer les fonds nécessaires, que devons-nous penser?

Que fait le gouvernement fédéral? Je crois qu'il a certaines réponses à donner sur ce qu'il fait avec l'argent des contribuables canadiens. Comment dépense-t-il cet argent?

La TPS a rapporté des millions et des millions de dollars au gouvernement. Il le sait et il l'a admis. Il a fait des économies. Il se vante de la réduction des taux d'intérêt, et cela lui fait économiser des millions de dollars.